

Palestine : la fin du cycle d'Oslo

jeudi 17 novembre 2011, par [SALINGUE Julien](#), [SCHWARTZBROD Alexandra](#) (Date de rédaction antérieure : 9 novembre 2011).

Interview. Julien Salingue. Doctorant en sciences politiques à Paris-VIII, enseignant à l'université d'Auvergne, spécialiste de la question palestinienne.

Admise le 31 octobre à l'Unesco, la Palestine n'a aucune chance d'être admise à l'ONU dans les semaines, voire les jours qui viennent en raison de l'opposition déclarée des Etats-Unis. Julien Salingue nous explique les enjeux de cette affaire pour la direction et la population palestiniennes.

Le discours à l'ONU, fin septembre, du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, avait provoqué la liesse à Ramallah. Rien pour le vote de l'Unesco. Pourquoi ?

Julien Salingue - Les Palestiniens savent que cela ne va pas changer leurs conditions de vie et que ce vote est d'abord symbolique. Cela a été une opération de com réussie par l'Autorité palestinienne qui sait qu'elle n'obtiendra pas son statut d'Etat membre à l'ONU. Il lui fallait au moins une victoire... Ce que je retiens aussi du vote, c'est qu'il n'y a eu que 107 voix « pour » alors qu'Abbas prétendait en avoir « sécurisé » 130 ! Bref, la population palestinienne n'est pas dupe. Quant à la joie à Ramallah quand Abbas parlait à l'ONU, il ne faut pas se leurrer, les choses étaient bien organisées : jour de congé aux fonctionnaires, bus affrétés depuis les écoles...

La décision de l'Unesco change quoi ?

Elle peut permettre de faire reconnaître un patrimoine culturel palestinien, de protéger des lieux saints menacés par le mur ou la colonisation, d'interroger l'exploitation touristique d'une partie de ces sites qui, pour l'heure, est assurée par les Israéliens... Mais tout cela demeure, à l'échelle du conflit, marginal. Et le petit « état de grâce » est déjà fini puisque les Américains ont réaffirmé qu'ils mettraient leur veto à l'ONU. En coupant les crédits à l'Unesco pour les punir d'avoir reconnu la Palestine, ils montrent qu'ils veulent continuer à soutenir Israël. En pensant que les révoltes arabes allaient changer la donne, l'Autorité palestinienne a fait une grave erreur. Les Américains ont déjà perdu un partenaire de poids dans la région en la personne de Moubarak, ce n'est pas le moment pour eux de lâcher leur principal allié, Israël !

Les révoltes arabes influent aussi sur les Palestiniens ?

Bien sûr. Aussi bizarre que cela puisse paraître, les deux derniers chefs d'Etat à soutenir publiquement Moubarak furent... Nétanyahou et Abbas ! Depuis quelques années, Moubarak aidait Israël dans la « sécurisation » de la bande de Gaza et, parallèlement, il poussait pour qu'il n'y ait pas de marginalisation d'Abbas au profit du Hamas. Abbas a donc perdu un soutien, de même que le Hamas avec la fragilisation de Bachar al-Assad. Ils sont les uns et les autres affaiblis par des dynamiques régionales qui ont aussi eu des répercussions dans les territoires. On a vu une reprise des mobilisations populaires en Cisjordanie et à Gaza pour exiger la réconciliation entre Hamas et

Fatah. Sous-entendu : les Tunisiens et les Egyptiens se sont débarrassés de leurs dirigeants. Si vous continuez à vous faire la guerre, on fera pareil !

Abbas a-t-il voulu renforcer sa position en interne avec l'affaire de l'Unesco et de l'ONU ?

Une des conditions implicites de l'accord de réconciliation conclu en mai au Caire entre Fatah et Hamas, c'était que le Hamas ne s'oppose pas à la démarche d'Abbas à l'ONU. Mais le processus de réconciliation n'a pas avancé sur le terrain. Le Hamas a donc dit qu'Abbas instrumentalisait la démarche à l'ONU pour se relégitimer et se remet à le critiquer.

Que cherche réellement Mahmoud Abbas ?

Il appartient à cette fraction de la direction palestinienne qui, depuis trente ans, a fait le pari d'une solution bi-étatique négociée avec Israël sous l'égide de l'ONU. Un pari concrétisé avec les accords d'Oslo, signés par Abbas, on l'oublie trop souvent. L'Autorité palestinienne a été conçue pour gérer l'intérim en attendant la création d'un Etat palestinien. Mais plus cet intérim a duré et plus l'Autorité palestinienne a trouvé sa raison d'être. Qui ne tient qu'à la poursuite du « processus de paix » ! Une couche sociale palestinienne s'est ainsi formée, une sorte d'élite (négociateurs, ministres, conseillers etc.), des milliers de personnes qui ne vivent que du processus de paix, devenu une véritable industrie si l'on prend aussi en compte toutes les ONG que celui-ci fait vivre !

Les Palestiniens croient-ils tous à l'idée qu'un Etat palestinien est possible ?

Non, loin de là. C'est pour cela que la démarche à l'ONU est la dernière cartouche d'Abbas. Au sein même de l'OLP, beaucoup disent que c'est fini, plié. Créer un Etat palestinien ne leur semble plus possible car les bases d'un Etat indépendant ne sont plus là : la colonisation ne cesse de gagner du terrain, les Etats-Unis appuient sans réserve les Israéliens... Certains sont en train de réactualiser l'idée d'un Etat binational, d'autres poussent celle, en vigueur dans les années 70, d'une solution régionale à la question palestinienne, en liaison avec la Jordanie où vit la majorité des Palestiniens. Une idée favorisée par les soubresauts de la région. C'est ainsi que l'on a vu en mai, lors des manifestations de la Nakba, des réfugiés palestiniens marcher du Liban et de la Syrie vers Israël. Il y avait cette idée qu'une chape de plomb disparaissait. D'où la violence de la riposte des Israéliens. Pour eux, régionaliser la question serait une catastrophe.

La Palestine est quasi assurée d'obtenir le statut d'Etat non-membre de l'ONU. Quel en sera le bénéfice ?

Seule chose un peu concrète, la possibilité de traduire des dirigeants israéliens pour crimes de guerre devant la justice internationale. Mais là, on croit rêver ! Comment des dirigeants palestiniens pourraient-ils envisager de le faire tout en caressant l'objectif de renouer des négociations avec Israël ? Ils sont dans une situation où, même s'ils gagnent des points sur le plan juridique, ils sont coincés. Et comme une majorité du noyau dirigeant de l'Autorité palestinienne veut poursuivre jusqu'au bout la logique d'Oslo car leur survie en dépend... Après, dans le mouvement national palestinien, sont très minoritaires ceux qui, comme Abbas, prétendent qu'il est possible de ranimer le processus de paix. Plus personne n'y croit ! Il y a le courant autour de Salam Fayyad qui dit : il faut avancer via les infrastructures, sur le terrain, pour construire un rapport de forces par le fait accompli. Stratégie qui a déjà montré ses limites car on reste dans le cadre de l'occupation ! Il n'est pas surprenant, dès lors, que l'idée qu'il faut repenser, refonder la stratégie et les structures du mouvement national palestinien gagne du terrain. Je pense que l'affaire de l'ONU va renforcer cette volonté de refondation. Quoi qu'il se passe à New York, ce sera la démonstration que la stratégie d'Abbas est un échec. Elle montre le gouffre béant qui subsiste entre les intentions proclamées de la communauté internationale et la réalité du terrain !

On est dans une situation de crise du mouvement national palestinien, dans la fin d'un cycle, celui d'Oslo, dans un entre-deux... qui peut durer. Sauf que, vu la politique conduite par Israël et la passivité de la communauté internationale, tôt ou tard, les Palestiniens vont se donner les moyens de se faire entendre. Ce qui se passe dans les pays voisins peut redonner de l'espoir et un sens à la mobilisation collective.

Entretien réalisé par Alexandra SCHWARTZBROD

P.-S.

* Interview publiée dans l'édition du 9 novembre 2011 de Libération.

* Dernier ouvrage paru de Julien Salingue : « A la recherche de la Palestine : au-delà du mirage d'Oslo » Editions du Cygne.